

Vu le Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant code des marchés publics, modifié par le Décret N°99-292/P-RM du 21 septembre 1999 ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Est approuvé, le marché relatif à la fourniture des moyens techniques et humains pour la mise en œuvre des liaisons nationales et internationales des télécommunications pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2002, pour un montant d'un milliard deux cent trente huit millions six cent mille (1.238.600.000) francs CFA hors toutes taxes et un délai d'exécution d'un mois allant du 17 janvier au 15 février 2002, conclu entre le Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication et la Société TDCOM.

ARTICLE 2 : Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 31 décembre 2001

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,
Mandé SIDIBE

Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Bacari KONE

Le ministre des Domaines de
l'Etat, des Affaires Foncières,
de la Communication,
Madame Bouaré Fily SISSOKO

**DECRET N°01-620/PM-RM DU 31 DEC. 2001 PORTANT
CREATION DU COMITE INTERMINISTERIEL DE PILO-
TAGE DE L'ETUDE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT
AGRICOLE DE LA ZONE DE DOUENTZA.**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°00-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé, sous l'autorité du ministre chargé du Développement Rural, un Comité Interministériel de Pilotage de l'Etude du Projet de Développement Agricole de la Zone de Douentza (PDAZD).

ARTICLE 2 : Le Comité Interministériel de Pilotage est chargé de :

- examiner et approuver les rapports élaborés à l'issue des différentes phases de l'étude ;

- s'assurer que les orientations et options retenues dans l'étude cadrent avec les stratégies nationales de développement économique.

ARTICLE 3 : Le Comité Interministériel de Pilotage est composé comme suit :

1) Président : Le représentant du ministre chargé du Développement Rural ;

2) Membres :

- un représentant du ministre chargé des Finances ;
- un représentant du ministre chargé des Collectivités Territoriales ;

- un représentant du ministre chargé de l'Environnement ;
- un représentant du ministre chargé de la Promotion de la Femme ;

- le Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCAM) ou son représentant ;

- le Directeur de la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère chargé du Développement Rural ;

- le Directeur National de l'Aménagement et de l'Equipe-ment Rural ;

- le Directeur National de l'Appui au Monde Rural ;
- le Président du Conseil de Cercle de Douentza ;
- deux représentants des Bailleurs de Fonds intervenant dans le secteur du développement rural dans la région de Mopti ;

- un représentant des Organisations Non Gouvernementales évoluant dans le cercle de Douentza.

Le Comité peut faire appel à toute autre personne en raison de sa compétence.

ARTICLE 4 : La liste nominative des membres du Comité Interministériel de Pilotage est fixée par arrêté du ministre chargé du Développement Rural.

ARTICLE 5 : Le Comité se réunit une fois par semestre sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

ARTICLE 6 : Le Secrétariat du Comité Interministériel de Pilotage est assuré par la Cellule de Coordination et de Suivi de l'Etude.

ARTICLE 7 : Sous la supervision du Comité Interministériel de Pilotage, la Cellule de Coordination et de Suivi est chargée de :

- préparer les réunions du Comité ;
- coordonner l'élaboration des dossiers d'étude et les soumettre à l'approbation du Comité ;
- veiller au respect des procédures de gestion de l'étude ;
- élaborer le rapport d'avancement et/ou d'achèvement de l'étude.

ARTICLE 8 : Un arrêté du ministre chargé du Développement Rural fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement du Comité Interministériel de Pilotage.

ARTICLE 9 : Le ministre du Développement Rural est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 31 décembre 2001

Le Premier ministre,
Mandé SIDIBE

Le ministre du Développement Rural,
Ahmed El Madani DIALLO

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-225/P-RM du 28 juin 1994 fixant la rémunération et les avantages accordés aux membres des secrétariats généraux et des cabinets des départements ministériels et assimilés ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Monsieur **Sékou Abba CISSE**, N°Mle 368-23-B, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage, est nommé **Conseiller Technique** au Secrétariat Général du Ministère du Développement Rural.

ARTICLE 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 31 décembre 2001

Le Président de la République,

Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,
Mandé SIDIBE

Le ministre du Développement Rural,
Ahmed El Madani DIALLO

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Bacari KONE

DECRET N°01-621/P-RM DU 31 DECEMBRE 2001 PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER TECHNIQUE AU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

DECRET N°01-622/P-RM DU 31 DEC. 2001 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 fixant les principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Administratif ;